

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI) 2026

COHESION SOCIALE



« La Politique de la Ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est conduite par l'Etat, les Collectivités Territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. »

Article 1 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014

CONTEXTE

Le Contrat de Ville « Engagements quartiers 2030 » signé par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL) le 24 septembre 2024 a réaffirmé sa détermination à réduire les écarts de développement et à améliorer les conditions de vie des habitants des 21 quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Il soutient une approche intégrée qui vise à prévenir les risques de basculement dans la précarité, enrayer le processus de reproduction des inégalités et permettre aux habitants de retrouver du pouvoir d'agir.

Pour y parvenir, la CALL a décidé de renouveler, dans le cadre de sa compétence Politique de la Ville, son engagement en maintenant son Appel à Manifestation d'Intérêt Cohésion Sociale.

Celui-ci intervient en complémentarité de la programmation du Contrat de Ville et vise à accompagner des associations du territoire qui, par le biais d'actions socialement innovantes, contribuent à la prévention et la réduction des inégalités.

Au cours de l'année 2025, l'AMI a fait l'objet d'une évaluation permettant d'apprécier sa pertinence, son efficacité en matière de développement social au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires, mais aussi sa bonne articulation avec le Contrat de Ville EQ2030.

Celle-ci a mis en évidence l'utilité du dispositif eu égard à la simplicité et l'adaptabilité de la procédure administrative, mais aussi à la nécessité d'un accompagnement renforcé des associations porteuses. Aussi, les modalités 2026 ont été ajustées afin de prendre en compte les besoins repérés.

OBJECTIFS DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

L'AMI s'adresse aux associations souhaitant agir en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Il a vocation à :

- Contribuer à la **stratégie de la CALL** en matière de cohésion sociale visant à mobiliser ses moyens sur les leviers de développement des 21 quartiers prioritaires ;
- Inviter les opérateurs à agir prioritairement sur les QPV pour **répondre à des besoins en complémentarité** des actions du Contrat de Ville ;
- Promouvoir les **démarches expérimentales et innovantes** et les **démarches d'aller-vers** ;
- Valoriser les **actions exemplaires** ;
- Accompagner **les petits opérateurs à fort potentiel** en matière de développement social ;
- Soutenir davantage les actions qui s'inscrivent dans des **processus de participation des habitants**.

BUDGET 2026

Dans le cadre de sa compétence « Politique de la Ville, **110 000 euros de crédits (en fonctionnement)** de la CALL seront fléchés sur l'AMI Cohésion Sociale pour l'année 2026.

PUBLIC CIBLE

Les projets soutenus dans le cadre de l'AMI doivent concerner prioritairement les habitants des quartiers prioritaires **sans exclure les personnes résidant en dehors de ces périmètres à condition que la mixité des publics soit garantie**.

L'association s'engage dans sa présentation à préciser les modalités de mobilisation et de ciblage de ces derniers (sourcing).

ORIENTATIONS PRIORITAIRES DE L'AMI 2026 :

L'AMI financera des actions dont **les effets peuvent être mesurés** (éléments quantitatifs et qualitatifs) et qui concourent aux **ambitions du Contrat de Ville** « Engagements Quartiers 2030 » notamment sur les piliers stratégiques 1 et 2, à savoir :

- **Prévenir, repérer** : lutter contre les déterminismes sociaux et enrayer les processus de reproduction des inégalités par une action préventive ciblée.
- **Agir** : favoriser l'initiative et l'émancipation des habitants en redonnant du pouvoir d'agir, en soutenant l'action collective et en adoptant des logiques de parcours individualisés.

Une attention particulière sera portée aux actions qui concourent à certaines priorités territoriales comme :

L'alimentation avec des actions notamment en faveur du public jeune (adolescents, étudiants), ou à travers des expérimentations de collectifs d'habitants (produire, transformer, commercialiser ensemble) mais aussi des projets qui tiennent compte des enjeux du monde numérique (ex : usage des réseaux)

Le développement économique et l'insertion professionnelle : les actions qui aideront à lutter contre les préjugés et les stéréotypes de genre dans les différents domaines professionnels notamment auprès des jeunes (ex : industrie, travaux, accompagnement à la personne, etc.)

Le sport : les actions qui concernent des publics spécifiques (ex : public féminin, porteurs de handicap, etc.), qui sont visibles et permettent la valorisation du territoire tout en ayant un réel impact sur la vie des habitants (ex : transformation des habitudes de vie)

La culture comme levier d'inclusion des publics fragiles et d'appropriation du territoire et de ses mutations pour répondre aux enjeux écologiques et environnementaux

L'inclusion numérique : lutte contre la fracture numérique en favorisant le réemploi et les pratiques sobres, accompagnement les bénéficiaires vers une montée en compétence numérique, en cohérence avec les autres acteurs du territoire et les actions déjà engagées.

La santé avec comme priorité l'implication des habitants (inscription dans une démarche de promotion santé basée sur les concepts de la santé communautaire, l'éducation populaire et le renforcement des compétences psychosociales).

La lutte contre les discriminations, l'accès aux droits et la prévention avec des actions qui permettront de répondre aux enjeux liés à l'égalité femme-homme dès le plus jeune âge, la lutte contre les stéréotypes de genres et la prévention des violences sous toutes leurs formes.

L'habitat et le cadre de vie avec des actions qui pourront contribuer à renforcer l'implication citoyenne en acculturant les habitants aux démarches participatives, en les accompagnant dans la levée des freins à leur expression et en les sensibilisant à leur rôle d'acteurs du cadre de vie mais aussi les actions qui favorisent la tranquillité publique au sein des quartiers.

MODALITES DE FINANCEMENT

Les projets retenus dans le cadre de l'AMI bénéficieront d'un **taux de co-financement** de la CALL sur ses crédits de droit commun **plafonné à 50%**.

Pour les subventions d'un montant supérieur à 10 000€ : le versement sera effectué en deux fois :

- 80 %, après signature de la convention ;
- 20 %, à la réalisation de l'action et sur production du bilan de celle-ci.

Toutefois, **un système de bonification pouvant aller jusqu'à 80% du montant total** pourra être accordé si l'action :

- est portée par des habitants des QPV ou inscrite dans un processus de participation des habitants avéré,
- est innovante socialement,
- est portée par plusieurs opérateurs (portage par plusieurs associations, mutualisation).

PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DOSSIERS

Un projet qui aura déjà été financé dans le cadre de ce dispositif ne pourra faire l'objet d'une nouvelle instruction.

Les dossiers de demande de subvention devront comprendre les pièces administratives suivantes :

- Courrier officiel de demande de subvention à l'attention du Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin.
- Relevé d'Identité Bancaire.
- Liste des membres du Conseil d'Administration, liste des membres du bureau, statuts, copie du récépissé de déclaration.
- Dossier de demande de subvention (un exemplaire en version numérique) signé par le représentant légal de l'association ou le porteur de projet.

Les dossiers complets seront étudiés sous la forme d'audition par un **comité de sélection présidé par le Vice-Président en charge de la Cohésion sociale**. Ce comité sera composé de personnalités reconnues pour leur action en faveur de la Politique de la Ville, d'élus, de techniciens de la CALL et d'habitants.

CALENDRIER PREVISIONNEL

10 février 2026	Lancement de l'AMI
12 avril 2026	Date limite de dépôt des candidatures
Avril à Juin 2026	Instruction des dossiers
30 juin/1er juillet 2026	Jury de sélection
Septembre 2026	Délibération pour versement des subventions

CONTACT :

Pour toute information contacter le service Développement Social de la CALL.

Personnes à contacter : Sergine TORCHY

Téléphone : 03 21 790 530 / 06-89-70-57-63 – Mail : storchy@agglo-lenslievin.fr

ANNEXE :

CALL – Quartiers éligibles à la Politique de la Ville 2024 – 2030

Libellé QP	Commune
Camus	ANGRES
République – Cité 4	AVION
Cité Des Brebis	BULLY-LES-MINES, MAZINGARBE
Cité Du Transvaal – Centre	BILLY-MONTIGNY, FOUQUIERES- LES-LENS
Cité 5 – Cité 11	GRENAY, LOOS-EN-GOHELLE
Cité Bellevue	HARNES
Saint-Elie – Fosse 13	DOUVRAIN, HULLUCH, HAINES
Cité 12 – 14	LENS
Grande Résidence	LENS, LOISON-SOUS-LENS, VENDIN-LE-VIEL
Cité 2	LENS
Sellier Cité 4	LENS
Calonne – Marichelles – Vent de Bises	LIEVIN
Les Hauts de Liévin – Résidence des Provinces – Cités 9-9bis	LENS, LIEVIN, LOOS-EN- GOHELLE
Blum – Salengro – 109	LIEVIN
3 Cités	MAZINGARBE
Cité 10	SAINS-EN-GOHELLE
Les Blanches Laines Fosse 11 12 13	AVION, SALLAUMINES
Cité des Taberneaux	WINGLES
Quartier du 3/15	MERICOURT, SALLAUMINES, NOYELLES-SOUS-LENS

Trois QPV à cheval entre la CAHC et la CALL :

- Languedoc – Cité 10 (Billy-Montigny, Rouvroy)
- Quartier du Maroc - La Canche (Méricourt, Rouvroy)
- La Plaine du 7 (Courrières, Fouquières-lès-Lens, Montigny-en-Gohelle)